

DIVISION ACHATS
BUREAU EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX ET MATERIELS D'EXPLOITATION

MARCHE PUBLIC INDUSTRIEL

REGLEMENT DE CONSULTATION PHASE 1 - CANDIDATURES

N° DAF_2025_000739-1/PFAF-S/ACH/EBME

MARCHE DE DEFENSE ET DE SECURITE
PASSE SELON LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION
(Articles L.1113-1-3°, L.2320-1-2°, L.2324-3,
R.2324-3 et R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique)

Relatif à

**CONCEPTION & DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES STERILES A USAGE
UNIQUE, FOURNITURE DE CONSOMMABLES & PETITS MATERIELS
POUR PRODUCTIONS ASEPTIQUES AU PROFIT DE LA PHARMACIE
CENTRALE DES ARMEES**

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES

15 juillet 2025
À
14 heures 00

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.2 PROCEDURE DE PASSATION.....	3
2.3 NOMENCLATURE CPV	4
2.4 VISITE DES INSTALLATIONS.....	4
2.5 TESTS.....	4
2.6 CALENDRIER PREVISIONNEL.....	4
2.7 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURE	4
ARTICLE 3 – COMPOSTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	4
3.1 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE AU MOYEN DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)	4
3.1.1 <i>Formulaire de candidature DUME à compléter</i>	<i>4</i>
3.1.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique.....</i>	<i>5</i>
3.2 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE HORS UTILISATION DU FORMULAIRE « DUME »	5
3.2.1 <i>Forme du dossier de réponse électronique.....</i>	<i>5</i>
3.2.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique.....</i>	<i>5</i>
3.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	5
3.4 UNITE MONETAIRE.....	5
3.5 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION	6
ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS	6
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE).....	6
5.2 CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	7
5.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR OU PAR VOIE POSTALE.....	7
ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES	8
6.1 COMPETENCES ET CAPACITES	8
6.2 ANALYSE DES PLIS.....	8
6.3 ABANDON DE LA PROCEDURE	8
6.4 METHODE DE NOTATION DES CANDIDATURES.....	8
6.4.1 <i>Conditions de recevabilité des candidatures.....</i>	<i>8</i>
6.4.2 <i>Grille d'évaluation des candidatures</i>	<i>8</i>
6.5 DOSSIER TECHNIQUE.....	10
6.6 NOMBRE DE CANDIDATS.....	10
6.7 CANDIDATS SELECTIONNES.....	10
ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	11
ANNEXES AU RC :	
- FICHE CONTACTS	
- PROJET DE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	

PREAMBULE

Le service de santé des armées, souhaitant faciliter l'accès des entreprises à la commande publique, recourt au dispositif relatif au Document Unique de Marché européen (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne permettant aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

Pour plus d'information, les candidats sont invités à consulter le portail dédié au DUME :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la conclusion d'un accord-cadre relatif à l'approvisionnement au profit de la Pharmacie Centrale des Armées de :

- POSTE 1 : Systèmes stériles à usage unique conçus et développés sur mesure et destinés à la filtration, au remplissage ou au prélèvement lors de productions aseptiques.
- POSTE 2 : Consommables sur étagères (connecteurs, clamps, filtres ...) pour productions stériles.
- POSTE 3 : Petits matériels sur étagères pour production stériles.

Les prestations à exécuter concernent :

- La conception et le développement de systèmes stériles à usage unique destinés notamment à la filtration, au remplissage et au prélèvement lors de productions aseptiques,
- Leur approvisionnement au besoin,
- La fourniture de consommables et petits matériels divers dédiés aux productions stériles et adaptés aux systèmes conçus.

Le site bénéficiaire des prestations est la Pharmacie Centrale des Armées (PCA) – Camp militaire d'Orléans – Chanteau – Route Départementale 97 – Route forestière de la Fontaine à Mignan – 45400 FLEURY LES AUBRAIS.

La consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement mais d'une décomposition en 3 postes techniques cités supra.

La durée prévisionnelle du marché est de 84 mois.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour l'ensemble des prestations.

Des ordres de services relatifs aux suivi et modalités d'exécution des prestations peuvent être notifiés durant l'exécution, notamment pour l'acceptation de certaines prestations ou concernant des ordres d'exécution spécifiques.

Cet accord-cadre est sans un minimum et avec un maximum fixé en valeur conformément aux articles R.2362-1, R.2362-2, R.2362-5 et R.2362-8 du Code de la commande publique.

Montant maximum sur la durée totale du marché
Montant maximum : 2 000 000 € HT pour l'ensemble des prestations définies à l'accord-cadre

2.2 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles R.2324-3 et R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique.

2.3 Nomenclature CPV

CPV principal	42912350-0 - : Matériel pour installation de filtration.
---------------	--

2.4 Visite des installations

Pas de visite des lieux durant la phase candidature. Une visite des lieux durant la phase de sélection des offres sera organisée au profit des candidats retenus à l'issue de la présente phase de sélection des candidatures. Cette visite sera obligatoire pour déposer une offre.

La visite sera organisée sur rendez-vous à la PCA Orléans et aura pour objectif que le candidat puisse voir les équipements de productions aseptiques sur lesquels seront utilisés les systèmes, consommables et matériels attendus, vérifie les locaux de stockage et prenne en compte toutes les modalités liées à l'utilisation future des systèmes à développer.

2.5 Tests

Sans objet.

2.6 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de l'opération s'établit comme suit (à titre indicatif) :

- Choix des candidats : courant septembre 2025,
- Lancement de la consultation auprès des candidats retenus : octobre 2025 (Visite du site obligatoire),
- Remise des offres initiales : décembre 2025,
- Négociation / Analyses des offres : 1^{er} trimestre 2026,
- Remise des offres finales : avril 2026,
- Notification du marché : mai 2026.

2.7 Composition du dossier de consultation – Phase candidature

Le dossier de consultation pour la Phase candidatures est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation – Phase Candidature ;
- Le projet de cahier des clauses techniques particulières ;
- Les fiches « contacts » et « engagements exprès » annexées au présent règlement de la consultation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les modifications des stipulations des documents de la consultation à la seule initiative du candidat sont interdites sous peine de rejet de la candidature pour irrégularité.

Il en est de même pour les réserves qui pourraient être émises relativement à certaines des clauses de la consultation.

3.1 Envoi d'une réponse électronique au moyen du Document Unique de Marché Européen (DUME)

3.1.1 Formulaire de candidature DUME à compléter

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner le DUME, il suffit au candidat de se rendre sur la **PLACE** et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFiP, ACOSS).

Il appartiendra au candidat de compléter les autres informations éventuelles.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

3.1.2 Contenu du dossier de réponse électronique

❖ Documents complémentaires relatifs à la candidature :

- ☐ Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (numéro SIREN) ;
- ☐ La fiche Contacts complétée ;
- ☐ La fiche « Engagements exprès » complétée et signée, en réponse aux 3 conditions de participations (cf. article 6.4.1 infra) ;
- ☐ Le mémoire technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères de sélection (cf. articles 6.4.2 et 6.5 infra).

3.2 Envoi d'une réponse électronique hors utilisation du formulaire « DUME »

3.2.1 Forme du dossier de réponse électronique

Le pli doit comporter le dossier contenant les renseignements relatifs à la candidature (*dossier candidature*).

3.2.2 Contenu du dossier de réponse électronique

Le dossier transmis par le candidat devra comporter les documents suivants :

❖ Documents relatifs à la candidature :

- ☐ Formulaire DC1 dûment rempli et de préférence signé. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ; <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

En cas de groupement, parce qu'il représente l'habilitation du mandataire par les membres du groupement, le formulaire doit comporter la signature des personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante ;

- ☐ Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ; <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

- ☐ Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN) et, le cas échéant, délégation de pouvoir ;

- ☐ Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;

- ☐ La fiche Contacts complétée ;

- ☐ La fiche « Engagements exprès » complétée et signée, en réponse aux 3 conditions de participations (cf. article 6.4.1 infra) ;

- ☐ Le mémoire technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères de sélection (cf. articles 6.4.2 et 6.5 infra).

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour :

- Le candidat,
- Et le cas échéant :
 - o Le ou les cotraitant(s) en cas de candidature sous forme d'un groupement momentané d'entreprises,
 - o Le ou les sous-traitant(s) le cas échéant, si le candidat souhaite le (les) présenter à ce stade.

3.3 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

3.4 Unité monétaire

Le marché est à conclure dans l'unité monétaire : Euro.

3.5 Forme juridique du groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint,

la forme imposée du groupement après attribution pourra être le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION

La consultation est accessible sur la **PLACE** depuis www.marches-publics.gouv.fr. L'accès peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification soit de manière anonyme. Dans cette dernière hypothèse, aucune information relative aux modifications éventuelles ne pourra être reçue.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **PLACE** nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission d'éventuels documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions de la consultation en cours de procédure.

Un délai minimal de 6 jours francs est garanti entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des candidatures. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de candidature précité, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur la consultation, les candidats devront faire parvenir une demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse leur sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des plis. Passé ce délai, aucune réponse ne sera fournie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le candidat adressera ses éventuelles demandes de renseignements en utilisant le profil acheteur de la DAPSA à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (**PLACE**). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par la DAPSA. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement.

Le candidat devra vérifier que son adresse électronique est correctement orthographiée, et il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique (*y compris le dossier « SPAM » ou « courriers indésirables »*).

La DAPSA répondra *via* **PLACE** aux demandes de renseignements complémentaires.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS

5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la Plate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Seul le mode de transmission dématérialisé est autorisé *via* la **PLACE** à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

Les candidats transmettant leurs réponses par voie électronique doivent :

- S'ils souhaitent signer leurs documents dès la transmission initiale, se procurer un certificat électronique ;
- S'identifier (*nécessitant une inscription préalable sur la **PLACE***).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- Le formulaire DC1 figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant le DC1. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les autres documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (*candidatures et offres*) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'Administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

L'attention des candidats est attirée sur les délais de transmission et de cryptage des offres dématérialisées **via PLACE** ; à ce titre, il est recommandé d'anticiper au mieux la procédure de remise des plis et de prévoir un délai adapté au poids des dossiers transmis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à la disposition sur la **PLACE**.

Il est rappelé que seule l'heure de dépôt figurant sur le récépissé d'horodatage est prise en compte pour l'acceptation des plis.



La candidature déposée sans signature est acceptée. Une régularisation de la signature est opérée à l'issue de l'analyse des candidatures recevables et retenues.

5.2 Certificat de signature électronique

Ce certificat permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents se fait de manière électronique, de préférence sur la **PLACE** soit *via* l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la **PLACE**, soit *via* celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la **PLACE**, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné *supra*. La procédure de vérification de la validité d'une signature permet de vérifier, au moins :

- L'identité du signataire ;
- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats visées à l'article 2-I de l'arrêté 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics ;
- Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 du décret cité *supra* ;
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
- L'intégrité du fichier signé.

Le candidat qui sera déclaré sélectionné et qui ne posséderait pas de certificat de signature électronique devra en faire l'acquisition afin que puisse être signé le marché.

Néanmoins, à titre transitoire, la DAPSA pourra autoriser exceptionnellement la signature manuscrite originale du marché par l'attributaire du marché à l'issue de la procédure de passation.



Les délais d'obtention du certificat électronique pouvant aller de quinze (15) jours à un mois, il est recommandé d'en anticiper l'acquisition.

En cas de difficultés sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)**, une assistance est mise à la disposition des entreprises au **01.76.64.74.07**.

Les courriels d'assistance (*uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique*) sont également possibles à l'adresse place.support@atexo.com.

5.3 Transmission de la copie de sauvegarde par porteur/ transporteur ou par voie postale

Le candidat répondant par voie électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (*clé USB, Cd-rom*) ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie de sauvegarde sera ouverte conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elle peut être transmise aux adresses mentionnées ci-après :

Adresse géographique	Adresse postale
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé - Bureau EBME Site militaire de Chanteau - Route départementale 97 - Route forestière de la fontaine à Mignan 45400 FLEURY LES AUBRAIS	Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé Bureau EBME TSA 20003 45404 FLEURY LES AUBRAIS Cedex

L'enveloppe extérieure de la copie de sauvegarde portera l'adresse et les mentions suivantes :

COPIE DE SAUVEGARDE

Objet du marché : CONCEPTION & DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES STERILES A
USAGE UNIQUE, FOURNITURE DE CONSOMMABLES & PETITS MATERIELS POUR
PRODUCTIONS ASEPTIQUES AU PROFIT DE LA PHARMACIE CENTRALE DES ARMEES
– PHASE 1 – SELECTION DES CANDIDATURES

DAF_2025_000739-1
Nom du soumissionnaire : société XXXX

DAPSA/PFAF-S/ACH/EBME

NE PAS OUVRIR

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé :

- Du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- Le vendredi : de 9 heures à 11 heures 30.

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES

6.1 Compétences et capacités

Le candidat ou le groupement doit obligatoirement, sous peine d'élimination, remplir les conditions de recevabilités (article 6.4.1 ci-après) et disposer des compétences et capacités requises pour l'exécution des prestations (article 6.4.2 infra).

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prise en compte les compétences et capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques quelle que soit la nature des liens existants entre cet (ces) opérateurs(s). Dans ce cas, les justificatifs desdites compétences et capacités seront fournies avec le dossier de candidature du soumissionnaire. Ce dernier devra appuyer sa candidature en justifiant ces capacités et compétences à piloter la coordination de ces opérateurs dans l'exécution des prestations.

6.2 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document et selon les modalités de remise décrites à l'article 5 du présent document.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2344-2 du code de la commande publique relatif au complément de candidature.

6.3 Abandon de la procédure

A tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de déclarer sans suite la procédure de passation, conformément à l'article R.2385-1 du code de la commande publique. Les candidats sont informés dans les meilleurs délais des raisons pour lesquelles il a été décidé de ne pas poursuivre la procédure.

6.4 Méthode de notation des candidatures

6.4.1 Conditions de recevabilité des candidatures

Pour être recevable et faire l'objet d'une évaluation, la candidature déposée doit répondre aux 2 conditions cumulatives suivantes :

Critères de recevabilité	Informations
Condition de participation 1	Le candidat est représenté par un ou plusieurs représentants technico-commerciaux maîtrisant parfaitement la langue française, dédiés au suivi et à la gestion du marché
Condition de participation 2	Tous les échanges et toutes les documentations administrative et technique sont obligatoirement en langue française.

6.4.2 Grille d'évaluation des candidatures

Le tableau ci-dessous présente les modalités de notation de chacun des critères :

Critères d'évaluation		Approches pour l'appréciation	Barème
1 - Capacités techniques – CT			15
CT1	Références sur des projets similaires de conception de systèmes stériles sur mesure pour les industries pharmaceutiques, voire chimiques et/ou cosmétiques en France et/ou en Europe sur les 10 dernières années.	Nombre de références dans les secteurs public et/ou privé : - 1 à 2 = 2 points - 3 à 5 = 4 points - + de 5 = 6 points	6
CT2	Descriptif sur au maximum 2 projets de référence (de moins de 5 ans): <u>Objet du projet, présentation des prestations réalisées, délai de réalisation</u>	- Descriptif succinct = 1 point par projet décrit - Descriptif détaillé = 3 points par projet décrit <u>Dans la limite de 2 descriptifs au maximum.</u>	6
CT3	Mesures de gestion environnementale que le candidat pourra mettre en œuvre pour l'exécution du marché.		3
2 - Capacités professionnelles - CP			80
CP1	Présentation des capacités du candidat concernant les moyens techniques détenus et pouvant être dédiés à la gestion du projet: laboratoires / salles blanches – propres, unités d'assemblage, Bureau d'études techniques ou équivalent. Description des moyens humains dédiés à la gestion du projet : Nombres, expertises, qualifications (diplômes, qualifications professionnelles, expérience professionnelle individuelle antérieure).	- Pertinence des présentations et description. - Note attribuée en fonction de l'analyse globale	20
CP2	Présentation des capacités et processus du candidat en pilotage et gestion des approvisionnements en matériel auprès de tiers fournisseurs pour la conception et la fabrication des systèmes: nature des relations contractuelles (éventuel groupement, sous-traitants); type de contrat; antécédents de partenariat; organisation de pilotage entre partenaires.	- Pertinence des présentations et description. - Note attribuée en fonction de l'analyse globale	20
CP3	Description des processus et procédures mis en œuvre par le candidat pour le management de la qualité & le processus de certification au sein de son entité.	- Pertinence des présentations et description. - Note attribuée en fonction de l'analyse globale	30
CP4	Description des modalités d'accès à un catalogue de consommables, matériels complémentaires aux systèmes conçus et pouvant faire l'objet d'acquisitions récurrentes ultérieures.	- Pertinence des présentations et description. - Note attribuée en fonction de l'analyse globale	10
3 - Capacités financières - CF			5
CF	Chiffre d'affaires moyen (calculé sur les 3 dernières années) du candidat dans les domaines d'activité de l'objet du marché.	- Cafft annuel moyen $\leq 500\,000\text{ €}$ = 1 point - Cafft annuel moyen $> 500\,000\text{ €}$ & $\leq 1\text{ M€}$ = 3 points - Cafft annuel moyen $> 1\text{ M€}$ = 5 points	5

En cas d'erreurs purement matérielles ou d'incohérences constatés dans la présentation des candidatures et des capacités, le candidat sera invité à confirmer ou infirmer ses allégations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra inviter chaque candidat à rectifier ces erreurs sans qu'il puisse modifier la teneur de sa candidature.

Pour les critères précités, l'omission des informations et l'absence de réponse à une demande éventuelle de régularisation entraîneront l'attribution d'une note égale à 0.

Un maximum de 100 points peut être attribué aux candidats selon les critères stipulés. Un minimum de 35 points est exigé. En dessous, la candidature sera rejetée.

6.5 Dossier technique

Le candidat justifie sa conformité aux conditions de participation et la détention des capacités des articles 6.4.1 et 6.4.2 supra par la remise d'un mémoire technique séparé du dossier administratif de candidature (Formulaires DC1, DC2, numéro SIREN, ...).

Ce mémoire doit comporter a minima :

- ✚ 1 présentation du candidat (et des cotraitants éventuels si concerné, ainsi que celle des sous-traitants le cas échéant). En cas de présentation par groupement, la répartition prévisible des responsabilités et des prestations techniques entre les cotraitants est à présenter.
- ✚ 1 mémoire technique dont la présentation reprend le classement des conditions et critères précités (article 6.4.2 supra).
- ✚ La « Fiche contacts » complétée en annexe au présent règlement de consultation.
- ✚ La fiche « Engagements exprès » en annexe au présent règlement de consultation, complétée et signée, en réponse aux conditions de participation stipulées à l'article 6.4.1 supra.
- ✚ Toute documentation ou information que le candidat juge utile à l'appui de sa candidature.

6.6 Nombre de candidats

En application des articles R2342-9 à R2342-11, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la sélection de trois (3) candidats au minimum et de trois (3) au maximum. Si le nombre de candidatures reçues ou si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures précitées était inférieur à trois (3), le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

6.7 Candidats sélectionnés

Seules les 3 candidatures ayant obtenu le plus de points seront retenues. En cas d'égalité, les candidats seront départagés selon le nombre de points obtenus au titre de chacun des 3 critères, dans l'ordre suivant : le critère 2, puis le 1 et enfin le 3.

Suite à l'analyse et à la sélection des candidatures, une lettre de consultation sera envoyée à tous les candidats retenus et admis à présenter une offre. Cette lettre indiquera les modalités pour procéder au retrait du dossier de consultation et à la remise des offres.

Les critères de jugement des offres et leur pondération seront précisés dans le dossier de consultation afférent. A titre indicatif, les critères de sélection des offres seraient :

Critères prévisionnels de sélection des offres
Critère n°1 : Prix conception et développement des systèmes / Prix d'acquisition des systèmes conçus / Taux de remise sur les fournitures.
Critère n°2 : Solution technique proposée pour les éléments à concevoir (composants, matériaux, montage, conditionnement, ...).
Critère n°3 : Délais conception et développement / Délais de livraison

ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

En annexe au présent règlement de la consultation est joint un projet de cahier des clauses techniques particulières : ce cahier des charges pourra faire l'objet d'une révision à l'initiative de l'administration avant la phase de sélection des offres. Les éléments intangibles à ce stade sont la nature des prestations (conception, développement et acquisition de systèmes stériles à usage unique destinés notamment à la filtration, au remplissage et au prélèvement lors de productions aseptiques, la fourniture de consommables et petits matériels divers dédiés aux productions stériles et adaptés aux systèmes conçus).

En application des articles 3.1, 3.2 et 6 du présent règlement de la consultation, le mémoire technique remis par le candidat à la présente procédure doit reprendre le descriptif défini à l'article 6.5 précité.

A ce mémoire sont obligatoirement joints :

- L'annexe au RC « Fiche Contacts » complétée.
- L'annexe au RC « Engagements exprès » complétée et signée.